



**PRÉFET
DE LA DRÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 Valence

Valence, le 28/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ROFFAT

305 Route de Bellevue
Quartier La Mule Blanche
26600 Mercurol-Veaunes

Références : 20241121-RAP-DACA1101
Code AIOT : 0006100531

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/11/2024 dans l'établissement ROFFAT implanté Le Creu 26600 Chantemerle-les-Blés. L'inspection a été annoncée le 25/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ROFFAT
- Le Creu 26600 Chantemerle-les-Blés
- Code AIOT : 0006100531
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ROFFAT est autorisée à exploiter une carrière de matériaux sableux sur le territoire de la commune de Chantemerle-les-Blés au lieu-dit "Le Creu" depuis le 20 mai 1986 sur une surface de 4ha 98a 20ca. L'autorisation d'exploiter a été renouvelée par arrêté préfectoral du 11 octobre 2016

pour une durée de 30 ans. Cette carrière jouxte la carrière précédemment exploitée par la société RMBTP BOSVET et reprise par la société ROFFAT en 2019.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN24 Trackdéchets RNDTS
- Bruits et vibrations
- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 11/10/2016, article 20.2	Demande d'action corrective	1 mois
10	Plan de gestion des déchets inertes et terres non polluées	Arrêté Préfectoral du 11/10/2016, article 36	Demande d'action corrective	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Portée de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 11/10/2016, article 21	Sans objet
2	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 11/10/2016, article 9	Sans objet
3	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 11/10/2016, article 15.2	Sans objet
5	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 11/10/2016, article 30.1	Sans objet
6	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 11/10/2016, article 30.3	Sans objet
7	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 11/10/2016, article 30.4	Sans objet
8	Incendie et explosion	Arrêté Préfectoral du 11/10/2016, article 32	Sans objet
9	Bruits et vibrations	Arrêté Préfectoral du 11/10/2016, article 33.1	Sans objet
11	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 11/10/2016, article Annexe V	Sans objet
12	Traçabilité des TEX et sédiments – utilisation du Registre national	Code de l'environnement du 30/03/2021, article R. 541-43-1	Sans objet
13	Poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.2	Sans objet
14	Garanties	Code de l'environnement du	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	financières	08/07/2024, article R516.2	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les non-conformités constatées portent sur le plan de gestion des déchets inertes d'extraction qui n'a pas été mis à jour depuis le dossier d'autorisation et sur le respect de la distance minimale de 2 m par rapport au niveau des plus hautes eaux de la nappe phréatique. En effet, sur le plan topographique, un point se situe en dessous de cette limite.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Portée de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2016, article 21
Thème(s) : Situation administrative, Production autorisée
Prescription contrôlée : La production moyenne est fixée à 30 000 tonnes par an. La production maximale annuelle est fixée à 40 000 tonnes. [...]
Constats : Les données issues du logiciel de déclaration des émissions polluantes GEREPE sont les suivantes : 2020 : 21 700 t 2021 : 27 600 t 2022 : 22 500 t 2023 : 18 775 t Les tonnages indiqués dans l'arrêté d'autorisation sont respectés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2016, article 9
Thème(s) : Autre, Registres et plans
Prescription contrôlée : Un plan d'échelle adaptée à la superficie est établi par l'exploitant. Sur ce plan sont reportés : - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres ; - les bords de la fouille ; - les courbes de niveau ; - les cotes d'altitude des points significatifs (niveau du fond de fouille, etc.) ; - les zones défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état ; - les zones de remblayage. [...]

Ce plan et ses annexes sont mis à jour au moins une fois par an [...]
Constats : Le plan d'exploitation consulté date du 22 octobre 2024. Il comporte bien l'ensemble des informations attendues.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2016, article 15.2
Thème(s) : Autre, Bornage
Prescription contrôlée : L'exploitant procède au bornage du périmètre autorisé défini à l'ARTICLE 1 du présent arrêté. Des bornes sont placées en tous les points nécessaires pour déterminer le dit périmètre, et complétées si besoin de bornes de nivellement. Le procès-verbal de bornage est adressé à la Direction Régionale 1'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (Unité Inter-Départementale Drôme/Ardèche). Ces bornes, facilement visibles et accessibles, doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
Constats : Suite à l'inspection du 03/06/2019, le plan de bornage a été fourni par courrier le 30/07/2019. La végétation présente masque les bornes. Le site est cependant totalement clôturé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2016, article 20.2
Thème(s) : Risques chroniques, Modalités d'exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitation de la carrière doit satisfaire aux conditions suivantes : - l'extraction sera limitée en profondeur à la cote de 197 m NGF et à 2 m au-dessus des plus hautes eaux de la nappe phréatique ; [...]
Constats : Le plan d'exploitation consulté indique un point à la cote 197,01 m, le reste des points étant au-dessus.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant, dans le cadre de l'exploitation future, de bien respecter la distance

de 2 m au-dessus du niveau des plus hautes eaux de la nappe phréatique. La profondeur de l'exploitation doit être fonction des relevés piézométriques réalisés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2016, article 30.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : Le ravitaillement, l'entretien et le lavage des engins de chantier sont réalisés sur une zone étanche avec collecte et traitement des hydrocarbures. [...]
Constats : La carrière dispose d'une aire étanche raccordée à un séparateur à hydrocarbures. Elle permet notamment le stationnement de la pelle.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2016, article 30.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets d'eau dans le milieu naturel
Prescription contrôlée : Seules les eaux pluviales pourront être rejetées dans le milieu naturel, en respectant les prescriptions suivantes : - le pH est compris entre 5,5 et 8,5, - la température est inférieure à 30 °C, - les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 30 mg/L (norme NFT 90 105), - la demande chimique en oxygène sur l'effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/L (norme NFT 90 101), - les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/L (norme NFT 90 114). Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures. Aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites. En cas de rejets, ces eaux feront l'objet d'une analyse annuelle portant sur les paramètres pH, MEST, DCO, hydrocarbures totaux. [...]
Constats :

Un séparateur à hydrocarbures est présent au niveau de l'aire étanche. Il a fait l'objet d'un prélèvement le 22/10/2024 (rapport d'analyse du 31/10/2024). Les résultats sont conformes pour l'ensemble des paramètres.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2016, article 30.4

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des eaux souterraines

Prescription contrôlée :

Le site dispose d'un piézomètre. Deux autres piézomètres seront mis en place en fonction de l'avancée de l'exploitation conformément au dossier de demande d'autorisation.

Un contrôle du niveau de la nappe sera réalisé tous les mois à partir des piézomètres présents sur le site afin de s'assurer du respect de l'article 21.2 (extraction limitée en profondeur à 2 m au-dessus des plus hautes eaux de la nappe).

Les eaux, issues des piézomètres présents sur le site, seront analysées au moins une fois par an.

Les paramètres à analyser sont les suivants :

- pH ;
- température ;
- conductivité ;
- oxygène dissous ;
- demande chimique en oxygène (DCO) ;
- matières en suspension (MES) ;
- hydrocarbures (C10 à C40) ;
- ammonium, azote kjeldahl, nitrates, nitrites ;
- manganèse, aluminium, fer total ;
- acrylamide ;
- sulfates ;
- chlorures, fluorures ;
- indices phénols ;
- composés organiques totaux (COT) ;
- composés organiques halogénés volatils (COHV) ;
- As, Ba, Cd, Cr, total, Cu, Hg, Mo, Ni, Pb, Sb, Se et Zn ;
- polychlorobiphényles (PCB 7 congénères) ;
- hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP).

Constats :

Le tableau de relevé des niveaux piézométriques a été consulté. Il comprend des relevés mensuels depuis janvier 2020. Le niveau varie entre 194,04 m et 195,20 m. Les résultats des prélèvements réalisés les 20/12/2022 et 13/12/2023 ont été consultés. Tous les paramètres prévus ont bien été analysés. Il apparaît une présence (en faible concentration) des paramètres suivants :

- 2022 : anthracène
- 2023 : anthracène et hydrocarbures

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les deux paramètres retrouvés dans les analyses sont à suivre pour vérifier leur évolution.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Incendie et explosion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2016, article 32

Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

Chaque engin mobile utilisé sur la carrière est doté d'extincteurs qui sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Constats :

La pelle utilisée sur la carrière dispose d'un extincteur qui a fait l'objet d'une vérification en juillet 2024 (signature du registre de sécurité le 03/08/2024).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Bruits et vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2016, article 33.1

Thème(s) : Risques chroniques, Bruits

Prescription contrôlée :

[...]

Les niveaux de bruit à respecter en limites du site sont de 70 dB(A) pour la période de jour et de 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si les mesures font apparaître un bruit résiduel supérieur à ces valeurs.

Les émissions sonores de l'installation ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones d'émergence réglementées telles que définies dans l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 et reportées dans le dossier de demande d'autorisation.

Période allant de 7h à 19h sauf dimanches et jours fériés	
Émergences maximales admissibles dans les zones à émergence réglementée définies par l'arrêté du 23 janvier 1997	6 dB(A) si niveau de bruit ambiant supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)
	5 dB(A) si niveau de bruit ambiant supérieur à 45 dB(A)

[...]

Un contrôle des niveaux sonores est effectué dès le début d'exploitation de la carrière et au minimum une fois tous les 3 ans. Les emplacements pour la réalisation de ces mesures doivent être choisis en accord avec l'inspection des installations classées.

Constats :

La campagne de mesures de bruits est mutualisée entre les deux carrières et l'exploitant indique la réaliser tous les trois ans. La dernière campagne date du 25/10/2023. Les valeurs en limite de propriété et en émergence sont conformes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Plan de gestion des déchets inertes et terres non polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2016, article 36

Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des déchets d'extraction

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation.
Le plan de gestion est révisé tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au Préfet.

Constats :

L'exploitant ne dispose pas d'un plan de gestion des déchets d'extraction pour la carrière.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le plan de gestion des déchets d'extraction est à réaliser ou à actualiser. Sa mise à jour doit être effectuée tous les 5 ans.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 12 mois

N° 11 : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2016, article Annexe V

Thème(s) : Risques chroniques, Remblayage

Prescription contrôlée :

Article 1 :

L'exploitant tient à jour un plan d'exploitation des zones de remblayage. Ce plan côté en plan et altitude permet d'identifier les parcelles ou alvéoles où sont entreposés les différents matériaux. Ce plan topographique permet de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant au registre visé à l'article 9.

[...]

Article 6 :

Avant la livraison ou avant la première d'une série de livraisons d'un même déchet, le producteur des déchets remet à l'exploitant un document préalable indiquant :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;

<ul style="list-style-type: none"> - l'origine des déchets ; - le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement (la liste des déchets admissibles et leur code sont précisés en ANNEXE VI) ; - la quantité de déchets concernée en tonnes. <p>Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'Article 3. Le document est signé par le producteur et les différents intermédiaires, le cas échéant. La durée de validité du document préalable est d'un an au maximum.</p> <p>un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>[...]</p> <p>Article 9 :</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre d'admission, il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> -la date de réception, la date de délivrance de l'accusé de réception des déchets délivré au producteur et, si elle est différente, la date de leur stockage ; -les coordonnées du producteur du déchet ; -l'origine et la nature des déchets ; -la référence du document préalable cité à l'Article 2 ; -le moyen de transport utilisé et son immatriculation ; -la quantité de déchet admise ; -la référence permettant de localiser la zone où les déchets ont été mis en remblais sur la carrière ; -le résultat du contrôle visuel et, le cas échéant, de la vérification des documents d'accompagnement ; -le cas échéant, le motif de refus d'admission. <p>Ce registre, ainsi que l'ensemble des documents concernant l'acceptation préalable et la réception ou le refus du déchet, sont conservés pendant toute la durée d'autorisation de la carrière et a minima jusqu'à la survenance du procès-verbal de récolement de la carrière.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les matériaux d'un seul chantier ont été accueillis sur la carrière en 2024. Il s'agit d'un chantier de Roffat TP. Le document d'admission préalable date du 18/03/2024. Il est renseigné et signé par le producteur du déchet, le détenteur du déchet et le transporteur. Les codes déchets sont indiqués ainsi que le tonnage. Il s'agissait de décapage de terres agricoles sans risque de pollution. Il existe un registre avec l'ensemble des informations du RNDTS permettant de tracer les déchets inertes admis. Un plan de carroyage a été mis en place. Il date du 22/10/2024. Précédemment, les zones étaient identifiées avec une lettre.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Traçabilité des TEX et sédiments – utilisation du Registre national

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article R. 541-43-1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Traçabilité des TEX et sédiments – utilisation du Registre national
Prescription contrôlée :

[...]

II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des terres excavées et sédiments ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments. Le registre national des terres excavées et sédiments et le registre national des déchets mentionné à l'article R. 541-43 peuvent constituer une unique base de données.

Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement.

[...]

La transmission des informations au registre national des déchets, mentionné à l'article R. 541-43, vaut transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments lorsque cette transmission respecte les conditions du présent II en matière de délai et de contenu.

La transmission des informations du bordereau électronique au système de gestion des bordereaux de suivi de déchets mentionné à l'article R. 541-45 vaut transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments lorsqu'elle respecte les conditions du présent II en matière de délai et de contenu.

[...]

Les personnes s'étant acquittées de l'obligation de transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments n'ont plus l'obligation de tenir à jour et de conserver le registre prévu au I.

[...]

Constats :

Le RNDTS a bien été renseigné par l'exploitant pour les matériaux accueillis en 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.2

Thème(s) : Risques chroniques, Transport des matériaux

Prescription contrôlée :

[...]

- les transports des matériaux de granulométrie inférieure ou égale à 5 mm sortant de l'installation sont assurés par bennes bâchées ou aspergées ou par tout autre dispositif équivalent

[...]

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que les camions quittant la carrière sont bâchés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 14 : Garanties financières

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/07/2024, article R516.2</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Constitution des garanties financières</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>III.- Dès la mise en activité de l'installation, l'exploitant transmet au préfet un document attestant la constitution des garanties financières. Ce document est établi selon un modèle défini par arrêté conjoint du ministre chargé de l'économie et du ministre chargé des installations classées.</p> <p>[...]</p> <p>V.- Les garanties financières sont constituées pour une période minimale de trois ans et doivent être renouvelées au moins trois mois avant leur échéance.</p> <p>Par dérogation à l'alinéa précédent, lorsque le respect de la période minimale de trois ans amènerait à dépasser la durée de validité de l'autorisation d'exploiter, la période de validité des garanties financières peut être égale à la durée restant à courir de cette autorisation.</p> <p>En cas de non-renouvellement des garanties financières, le garant informe le préfet par lettre recommandée avec accusé de réception au moins trois mois avant l'échéance de validité de ces garanties. Cette obligation est sans effet sur la durée de l'engagement du garant.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les garanties financières sont constituées jusqu'au 12/10/2026.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>